

ÉTÉ 2007

LES RÉGIMES DE RETRAITE ET LA JUSTICE DANS LE MONDE

La notion de **justice mondiale** est en train de s'intégrer au programme l'éducation du SCFP sur les régimes de retraite. Un nouveau cours d'introduction aux régimes de retraite demande aux



participants de discuter d'une étude de cas sur l'impact des entreprises minières canadiennes à l'étranger et dans les communautés autochtones du Canada. De nombreux régimes de retraite au travail, ainsi que le Régime de pensions du Canada investissent dans ces entreprises.

Jusqu'à maintenant, les participants aux ateliers sur les régimes de retraite en Colombie-Britannique et en Ontario ont examiné des cas en Équateur et au Guatemala et ont été stupéfaits par ce qu'ils ont appris. Nos salaires différés sont souvent investis dans les projets miniers de grandes entreprises qui contaminent l'environnement, forcent des communautés à se déplacer et provoquent même parfois des morts. Tant dans le Nord du Canada que dans les pays en développement, les activités minières détruisent des vies.

Les membres font des liens entre nos régimes de retraite et les piètres conditions de travail et de vie imposées aux collectivités de partout dans le monde. Nos salaires différés doivent être investis de manière à soutenir les droits de la personne et le développement durable.

Dans le cadre de l'atelier, les participants élaborent des stratégies sur ce qui peut être fait pour promouvoir la responsabilité

sociale des entreprises - par les politiques d'investissement de nos régimes de retraite et par l'action politique.

Pour en savoir plus sur les dangers de l'industrie minière, sur les investissements des régimes de retraite canadiens dans les mines et sur ce que vous pouvez faire, visitez le <http://www.scfp.ca/globaljustice>.

Pour de plus amples détails sur le nouvel atelier, visitez <http://www.scfp.ca/uniondevelopment>.

À l'intérieur :

- 1** Mouvance des forces en Amérique latine
- 2** Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité: les risques sont grands pour l'Amérique du Nord
- 2** NOUVELLES du Fond – Projets en cours
- 3** Seulement que cinq normes de l'OIT sont ratifier
- 3** Faire travailler l'argent de l'aide internationale du Canada
- 4** Résistance à la privatisation: l'eau en Équateur et au Brésil

Mouvance des forces en Amérique latine : espoir pour un monde progressiste

Les électeurs de nombreux pays d'Amérique latine choisissent des gouvernements dont les politiques accordent la priorité aux gens, à l'environnement et aux collectivités. Le Canada a l'occasion de se joindre à d'autres pays des Amériques pour forger de nouveaux liens commerciaux et sociaux qui favoriseront la création de bons emplois et un modèle de développement différent.

Des leaders populaires se sont fait élire en Bolivie, au Brésil, au Venezuela, en Argentine et ailleurs en promettant de nationaliser l'énergie, de lutter contre les causes structurelles de la pauvreté et de s'opposer au libre-échange à l'américaine qui ne profite qu'aux riches.

Avec nos consœurs et confrères qui nous montrent qu'un autre monde est vraiment possible, nos partenariats dans ces pays n'ont jamais été si importants.

Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité : les risques sont grands pour l'Amérique du Nord

DES REPRÉSENTANTS du Canada, des États-Unis et du Mexique discuteront entre autres d'exportation de l'eau dans le cadre de leur rencontre appelée « North American Future 2025 Project » (Projet 2025 pour l'avenir de l'Amérique du Nord). Ces discussions s'inscrivent dans une immense initiative d'intégration politique, sécuritaire et économique qui porte le nom de « Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité » ou PSP.

L'eau – les discussions sur le PSP se sont déroulées secrètement entre hauts dirigeants des grandes sociétés et des gouvernements. Mais le Conseil des Canadiens a réussi à dénicher des documents

qui montrent que les États-Unis cherchent désespérément à obtenir un accès à l'eau du Canada.

Profilage racial – Les projets de sécurité et de « frontières intelligentes » font aussi partie du PSP. Après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, les États-Unis ont dressé une liste noire (« no fly list ») de milliers de gens à qui il est interdit de voy-

ager à bord d'appareils de lignes aériennes commerciales. Les personnes arabes et musulmanes sont les premières victimes de ces « mesures anti-terroristes ». Désormais, le Canada aura sa propre « no fly list » pudiquement appelée « programme de protection des passagers ».

Parmi les autres points à l'ordre du jour du PSP, on peut mentionner les préoccupations quant à la sécurité énergétique du Canada, le recours à une main-d'œuvre plus souple et à des travailleurs migrants mal payés et les normes et contrôles publics considérés comme des obstacles au commerce.



NOUVELLES duFond

La Colombie sur l'écran radar du SCFP - la solidarité avec les syndicalistes et les militants des droits de la personne colombiens grandit dans les rangs du SCFP après les tournées de solidarité en Colombie.

Des militants du SCFP se sont joints à des membres du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes et de l'Alliance de la fonction publique du Canada et ont visité quelques agences et organisations, dont certaines sont appuyées par le SCFP. Ils utiliseront ce qu'ils ont appris pour informer leurs consœurs et confrères des dangers de la privatisation.

Ensemble, nous pouvons aider à être fin aux violations des droits de la personne dans le pays le plus angereux au monde pour les syndicalistes.

Corina Crawley, membre du personnel du SCFP et porte-parole de Common Frontiers, s'est jointe à d'autres personnes qui ont fait valoir leurs inquiétudes devant le Comité permanent sur le commerce international. Une dure bataille menée par le député néo-démocrate Peter Julian a permis de faire sortir ce processus secret au grand jour.

Visitez www.commonfrontiers.ca et www.canadians.org pour en savoir plus sur le PSP et l'intégration continentale.



Les participants de la Tournée de Colombie avec leurs homologues colombiens, novembre 2006.

Nouveau comité pour la Nouvelle-Écosse

Une résolution visant à créer un comité permanent de la justice mondiale dans la région a été soumise au congrès de la division de la Nouvelle-Écosse cette année. La résolution a été adoptée à l'unanimité et entrera en vigueur au congrès de la division de 2008.

Vous voulez en savoir plus sur les activités internationales du SCFP? Consultez le Rapport international du SCFP de 2006-2007 à <http://www.scfp.ca/globaljustice>.

L'OIT reproche sa non-conformité au Canada

UN NOUVEAU rapport de la Confédération syndicale internationale (CSI) publié en mars attire l'attention sur le fait que le Canada n'a ratifié que cinq des huit normes de base de l'Organisation internationale du travail (OIT). Même si certaines lois fédérales accordent aux travailleurs le droit d'adhérer à des syndicats et d'en créer, les lois provinciales du Canada imposent aussi d'importantes restrictions aux syndicats et aux droits des travailleurs.

Le Canada n'a pas ratifié la Convention 98 de l'OIT sur le droit de se syndiquer et de négocier collectivement, la Convention 138 de l'OIT sur l'âge minimum, et la Convention 29 de l'OIT sur le travail forcé. En tant que membre de l'OIT, le Canada doit ratifier ces trois importantes conventions.

Le rapport montre aussi la réalité de la discrimination au Canada. Les femmes sont toujours payées beaucoup moins que les hommes et la discrimination à l'égard des travailleurs de couleur, des



personnes autochtones et des travailleurs ayant des déficiences continue.

Pour lire le rapport complet : http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/Canada_TPR_final.pdf.

FAIRE TRAVAILLER L'ARGENT DU CANADA : le projet de loi C-293 pour une meilleure aide internationale

À L'HEURE ACTUELLE, l'argent étiqueté « aide étrangère » sert à différentes choses, y compris à la guerre en Afghanistan. Les militants canadiens pour la jus-



tice dans le monde se sont réjoui lorsque le projet de loi C-293, *Projet de loi sur l'optimisation de l'aide internationale*, a été adopté à la Chambre des communes le 29 mars 2007. Le NPD, le Bloc Québécois et le Parti libéral ont voté en faveur de la loi, qui veille à ce que les ressources d'aide servent à soutenir ceux qui vivent dans la pauvreté et à assurer le respect des obligations en matière de droits de la personne.

Entre-temps, les dépenses consacrées à l'aide internationale ont diminué au Canada depuis quelques années. Selon le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, le Canada ne fait pas sa part dans l'aide internationale. Nous nous retrouvons au bas de la liste, en égalité avec l'Australie, au 15^e rang parmi 22 donateurs.

Le SCFP et Oxfam-Canada demandent non seulement une augmentation de l'aide, mais aussi son amélioration. L'argent qui

sert à l'aide internationale doit être investi dans de bons services publics, qui aident à édifier les collectivités, et non dans la privatisation ou la guerre.

Visitez www.scfp.ca/globaljustice pour en savoir plus et pour agir.

Nouveau fonds de solidarité en Saskatchewan

À l'instar du SCFP national, du SEH (Syndicat des employés d'hôpitaux) et du SCFP-Colombie-Britannique, les délégués du congrès de la division du SCFP-Saskatchewan de 2007 ont voté en faveur de la création d'un fonds de solidarité. Le prélèvement de la capitation sera haussé pour soutenir le « Fonds humanitaire Glen-Makahonuk ».

Résistance à la privatisation : L'EAU EN ÉQUATEUR ET AU BRÉSIL



LA COALITION pour la défense de l'eau publique vient de remporter une immense victoire. En effet, le projet de privatisation des systèmes d'eau à Quito, en Équateur, a été abandonné.

Une étude de Price Waterhouse soutenait que l'absence de fonds publics rendait nécessaire l'investissement privé. Mais la Coalition a réussi à démontrer que la municipalité finirait par payer presque trois fois plus cher avec la société privée. En outre, la société privée pouvait s'attendre à récolter des profits de presque 226 millions de dollars US et aurait détenu les droits exclusifs des sources d'eau dans la région de Quito.

Il y a tant d'exemples de réussites en matière de contrôle public de l'eau dans les systèmes d'eau communautaires au Brésil que le Transnational Institute a décidé d'en faire un livre.

Au Brésil, on a compris que lorsque l'argent public est utilisé pour faire du profit, il en reste moins pour le peuple. Mais le succès du

système brésilien s'explique aussi par un engagement indéfectible envers une véritable participation démocratique au processus décisionnel collectif. *Successful Experiences in Municipal Public Water and Sanitation Services from Brazil* (Exemples de réussites dans les services municipaux publics d'eau et d'assainissement au Brésil) a été publié en portugais en juin 2006 par un réseau de plus de 1700 sociétés publiques d'eau et d'assainissement du Brésil appelé ASSEMAE.

Le Comité national pour la justice mondiale : qui nous sommes et ce que nous faisons

Le CNJM se réunit deux fois par année et fournit au syndicat des conseils et des recommandations sur des projets, en plus de mettre en oeuvre la politique du syndicat en matière de solidarité internationale. Avec d'autres comités nationaux et par l'entremise de leurs divisions provinciales. Le CNJM coordonne les politiques, programmes et campagnes.

Les membres du Comité:

Jeanne Clarke (jeanne102003@yahoo.ca)
Barbara Moore (Co-président) (barb.m@ns.sympatico.ca)
Doreen Wall, Doug Kingston (nbchu1252@nb.albn.com)
Claude Arseneault (carseneault@scfp2000.qc.ca)
Edgar Godoy (president@cupe2191.org)
Katherine Nastovski (knastov@yahoo.com)
Miriam C. Palacios (miriamp@oxfam.ca)
Don Cockburn (don.Cockburn@cuso.ca)
Denyse Lambert (monde@mts.net)
Vickie Angell-Scheler (vangell@sasktel.net)
Margaret Templeton (welkers@telusplanet.net)
Ken Davidson (Co-président) (ken1004@telus.net)
John Evans (jevans.heu@shaw.ca)
Fred Muzin (fmuzin@heu.org)
Corina Crawley (membre du personnel) (ccrawley@cupe.ca)

ÉVÉNEMENTS PROCHAINS

- ➔ Des réseaux du Canada, des États-Unis, du Québec et du Mexique se rencontrent à Mexico City pour promouvoir des initiatives conjointes visant à contrer le PSP, du 12 au 18 juillet 2007.
- ➔ Les " 3 amigos ", Harper, Bush et Calderon, se rencontrent à Montebello, au Québec, du 21 au 22 août 2007.
- ➔ Forum social des États-Unis, Atlanta, Georgie. Du 27 juin au 1er juillet, 2007. Pour plus d'informations, visitez <http://www.ussf2007.org/>.
- ➔ Forum social québécois, Montréal, Québec. Du 23 au 26 août 2007, voir <http://forumsocialquebec.org/>.

Quelques liens utiles sur la justice dans le monde:

Global Policy Network – Le Global Policy Network (GPN) regroupe des chercheurs internationaux et des organisations de la société civile dans le but de fournir une recherche fiable qui apporte le point de vue des travailleurs aux débats de politique. Le GNP accroît le pouvoir des organisations de la société civile en édifant leurs capacités de recherche. Le réseau milite en faveur de politiques sociales, économiques et environnementales durables. Depuis sa fondation en 2000, le GPN est devenu un outil essentiel pour syndicalistes. Voir www.gpn.org. (en anglais seulement)

Les illustrations sont offertes par l'ACPS, à moins d'indication contraire.